

[Texte]

We do not accept the current corporate lowest common denominator view of competitiveness. We do not share the view that competitiveness is the bottom line against which all other considerations must be subordinated.

To accept this logic is to accept the *maquiladora* as the ultimate model. This is not social progress, this is a step backwards into the 19th century. The terms of this continental integration must be fundamentally altered so as to secure benefits for Canadians generally, but also to reduce inequalities and increase living standards in all three countries. We believe an important first step in this direction is to cancel the FTA, not expand it to include Mexico.

This does not mean we should isolate ourselves from Mexico. On the contrary, we believe there is much Canada can do to enhance mutual economic and social relationships. Canada can work together with Mexico through GATT to enhance our access to the American market and to limit unilateral U.S. retaliation. We can also push through GATT for a charter of minimum labour and social standards based on ILO conventions, and strengthened by provisions that penalize the practice of social dumping. Canada can work together with Mexico through the United Nations and other international fora to establish an effective code of conduct for transnational corporations.

Canada can work through the International Monetary Fund and the World Bank to secure for Mexico a truly meaningful debt rescheduling, an economic recovery program, that will reduce Mexico's \$11 billion outflow in service payments to private banks and public lending agencies. Canada can enhance its existing sectoral economic agreements with Mexico, such as the 1980 energy agreement that was set up to conserve energy supplies and to guard against the United States draining our dwindling reserves in a continental energy pack. And we believe there are a number of things that we in labour can do and will be doing to enhance our Mexican relationship.

To begin with, we will be communicating with Mexican unions and others about Canada's experience of free trade with the United States. Specifically, we will explain the effect of key provisions of the FTA such as national treatment for foreign investors, limitations on industrial policy, limitations on foreign ownership restrictions, energy sharing requirements, the service code, and so forth. We will tell them about our experience with the loss of jobs and the loss of sovereignty, and we will support progressive groups in Mexico that are struggling for better working conditions and stricter environmental controls, groups that are struggling to secure respect for human rights and democracy. Thank you.

[Traduction]

et éthiques, et nous rejetons la politique actuelle des entreprises en matière de concurrence, soit le plus petit commun dénominateur. Nous pensons que la concurrence ne devrait pas prendre le pas sur toute autre considération.

Si nous acceptions ce cheminement logique, cela reviendrait à reconnaître que le modèle du *maquiladora* est le modèle parfait. Or, ce secteur ne représente pas un avancement social, mais un recul au siècle passé. Il faut repenser les conditions de cette intégration continentale pour qu'elle bénéficie aux Canadiens en général, tout en réduisant les inégalités et en augmentant le standing de vie dans les trois pays intéressés. Pour réaliser cet objectif, il faudrait commencer par éliminer l'ALE plutôt que de l'élargir pour y inclure le Mexique.

Cela ne signifie pas que nous devrions couper les contacts avec le Mexique. Au contraire, nous pensons que nos rapports économiques et sociaux pourraient s'améliorer. Le Canada peut collaborer avec le Mexique par le truchement du GATT pour faciliter notre accès au marché américain et limiter des mesures de représailles unilatérales de la part des États-Unis. Par le biais du GATT, nous pourrions essayer d'obtenir l'adoption d'une charte basée sur les conventions de l'OIT, qui identifierait les normes minimales acceptables au plan social et en matière de main-d'oeuvre, et d'adopter en outre certaines dispositions en vue de pénaliser le dumping social. Le Canada peut collaborer avec le Mexique par le truchement des Nations Unies ou tout autre forum international pour dresser un code efficace de déontologie destiné aux sociétés transnationales.

Le Canada peut collaborer avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour rééchelonner intelligemment la dette du Mexique et lui donner un programme de relance économique qui réduirait le montant que ce pays doit verser aux banques privées et aux agences publiques de prêt au titre du service de sa dette, qui se chiffre actuellement à 11 milliards de dollars. Le Canada peut enrichir les accords sectoriels économiques qu'il a signés avec le Mexique, comme l'Accord énergétique de 1980, qui était destiné à maintenir nos réserves énergétiques et à éviter que les États-Unis n'épuisent nos réserves, qui s'amenuisent déjà sous couvert d'un programme énergétique continental. Nous pensons également que les syndicats sont susceptibles d'améliorer nos relations avec le Mexique et nous tentons de le faire.

Pour commencer, nous avons l'intention de communiquer avec les syndicats mexicains, entre autres, pour leur faire part de l'expérience canadienne, eu égard à l'Accord de libre-échange signé avec les États-Unis. Plus précisément, nous leur expliquerons les répercussions des dispositions clé de l'ALE, par exemple, le traitement accordé aux investisseurs étrangers, les limites relatives à la politique industrielle, les restrictions quant à la propriété étrangère, les conditions de partage des ressources énergétiques, le code de service, etc. Nous allons leur parler de ce qui s'est passé ici, des pertes d'emplois et de l'atteinte à la souveraineté. En outre, nous appuierons des groupes progressistes mexicains qui luttent pour l'amélioration des conditions de travail et le resserrement des contrôles environnementaux, des groupes qui se battent pour le respect des droits de la personne et la démocratie. Merci.